

Déclaration du Comité central du Parti Communiste de Grèce (KKE)

13 juillet 2015



- 1. Le KKE appelle les ouvriers, les employés, les couches populaires pauvres, les retraités, les chômeurs et les jeunes, à dire un véritable et inflexible, grand non à l'accord-mémorandum, qui a été signé par le gouvernement de coalition de l'ANEL-SYRIZA avec l'UE-BCE-FMI et à lutter contre les mesures sauvages qu'il inclut dans les rues et sur les lieux de travail. Ces mesures vont s'ajouter à la barbarie des mesures des précédents mémorandums. Les masses doivent organiser leur contre-attaque pour que les gens ne soient pas poussés à la faillite complète. Elles doivent renforcer le mouvement syndical, l'alliance populaire, afin de frayer la voie pour libérer le peuple une fois pour toute du pouvoir du capital et des unions impérialistes qui les conduisent à toujours plus de conditions barbares.**

Pas un jour, pas une heure, ne doit être gaspillée. Maintenant, sans attendre, l'activité du peuple doit être intensifiée sur les lieux de travail, usines, hôpitaux, services, quartiers, par les syndicats, les comités populaires et les comités de solidarité et d'assistance sociale. L'accord conduira à une nouvelle réduction significative du revenu de la population et à l'écrasement des droits des travailleurs et du peuple. Il légitime et donne le feu vert aux licenciements, à l'extension du travail non rémunéré, aux chômage technique et à d'autres mesures anti-travailleurs, prises par les gros employeurs dans la période récente en utilisant les restrictions sur les opérations bancaires.

Le peuple ne doit pas permettre que prévalent la complaisance, l'intimidation, le fatalisme, le climat d' "unité nationale" frauduleuse et les faux espoirs, encouragés par le gouvernement, les autres partis bourgeois, les médias, divers autres centres de la classe dominante, ainsi que les organes de l'UE. Tous appellent le peuple à accepter le mémorandum Tsipras et à se sentir soulagé, parce que, prétendument, le pire scénario a été évité.

- 2. Le nouveau mémorandum Tsipras est composé d'une série de sévères mesures anti-populaires, qui vont aggraver ce qui déjà est insupportable dans les précédents mémorandums et dans l'application des lois qui ont été adoptées par les gouvernements ND-PASOK. Il porte déjà le cachet de ND, de POTAMI et du PASOK, parce que la déclaration conjointe qu'ils ont signée et leurs votes au Parlement ont donné mandat et carte blanche au gouvernement pour mettre au point de nouvelles mesures barbares accompagnant l'accord. L'attitude d'une grande partie des médias privés est aussi révélatrice, qui après avoir accusé SYRIZA de prétendument vouloir mettre la Grèce hors de la zone euro par le biais du référendum, applaudit aujourd'hui ses choix, le louant d'être « revenu » au réalisme.**

Aujourd'hui, les partis du NON (SYRIZA-ANEL) et les partis du OUI (ND-POTAMI-PASOK) demandent aux gens de dire oui à un nouveau mémorandum, qui va faire peser de nouvelles charges sur la classe ouvrière et les pauvres et incluant des mesures anti-populaires comme celles qui avaient été rejetées par la grande partie du peuple grec au référendum.

Le gouvernement accable essentiellement la population avec un nouveau prêt d'une valeur de 86 milliards d'euros et des mesures sauvages qui l'accompagnent, comme la poursuite de la réduction du revenu de la population, l'annonce de lourds impôts, le maintien de ENFIA (la nouvelle taxe sur la propriété), une importante augmentation de la TVA sur les articles de consommation des masses populaires et la taxe de solidarité, la réduction des pensions, la mise en œuvre d'un nouveau régime de sécurité sociale encore pire, la suppression graduelle de EKAS (pensions complémentaires pour les retraités pauvres), des privatisations, des mesures de la "trousse à outils" de l'OCDE etc.

Les mêmes chantages et dilemmes sont utilisés contre le peuple que ceux employés à plusieurs reprises depuis maintenant 5 ans, pour lui faire accepter ces mesures : un nouveau Mémorandum encore plus dure ou la banqueroute de l'État, via un grexit? Le même dilemme était posé pour les mémorandums 1 et 2 et

chaque fois répété avant qu'une tranche [des prêts] ne soit versée. Chaque fois le peuple a été sommé de choisir le "moindre mal", pour en définitive avoir un mal plus grand. Le gouvernement de coalition SYRIZA-ANEL utilise aujourd'hui la même tactique et la même rhétorique.

3. Le gouvernement a rendu de précieux services au système, comme celui, dès le premier moment, d'avoir "habillé" son compromis avec des slogans de gauche et sous le masque de la dignité. Il a posé de faux dilemmes contre le peuple, dans une période où l'opposition à l'UE devrait avoir acquis un contenu radical et conduire au rejet de la voie de développement capitaliste qui va de pair avec la participation de notre pays à des alliances inter-états impérialistes, qui sont toujours des alliances formées sur la base de l'inégalité des relations entre États. Il a organisé un référendum avec une fausse question puis transformé plus tard le "non" en "oui" à un mémorandum plus barbare.

SYRIZA a consciemment exploité l'aspiration du peuple à l'abolition des conséquences des deux mémorandums, ce qui signifie qu'il faudrait au moins une récupération des pertes subies par les couches populaires. Il a exploité la vision et les rêves des gens de gauche et radicaux qui aspirent à un gouvernement de "gauche", "pro-populaire". Il a utilisé l'inévitable dévaluation de la politique de ND et du PASOK afin de pouvoir former le gouvernement. Aujourd'hui, par l'intermédiaire du nouveau mémorandum, il fournit "l'absolution des péchés" pour les mémorandums de ND-PASOK.

Il a utilisé la démagogie populiste, ainsi que son engagement public pour le grand capital dont il appuie le rétablissement de la rentabilité et le mettra en mesure d'affaiblir le rassemblement et le rétablissement du mouvement ouvrier-populaire. Il a gagné la tolérance et même l'appui de la composante de base de la classe bourgeoise en Grèce, aussi bien que des centres impérialistes étrangers, comme les États-Unis. Les alliances avec les USA, la France, l'Italie, dont le gouvernement est fier, ne sont en aucune manière un "bouclier" pour les intérêts du peuple. En réalité, il s'agit de "poids mort" qui font glisser la classe ouvrière et les couches populaires dans les confrontations dangereuses et aiguës entre impérialistes.

Le KKE dès le début a dénoncé et démontré que SYRIZA ne voulait pas et n'était pas en mesure de préparer le peuple à l'affrontement contre les mémorandums et les monopoles, grecs et européens, précisément parce qu'il n'a aucune orientation pour la résistance et les conflits. Au contraire, il a fait ce qu'il pouvait pour garder les gens passifs, pour qu'ils s'assoient et attendent de voter leurs "vote de protestation" aux élections. Il a trompé le peuple en prétendant qu'il pourrait ouvrir la voie pour des changements pour les masses populaires, dans le cadre de l'alliance prédatrice de l'Union Européenne.

La plate-forme gauche de SYRIZA et tous ceux qui tentent de masquer leurs énormes responsabilités derrière leurs "abstention" ou "présence" au Parlement ont joué un rôle particulier dans la manipulation du mouvement, dans le piège des radicaux. Ces forces essaient de se sauver elles-mêmes politiquement et pour pouvoir jouer un nouveau rôle dans le confinement du radicalisme et dans l'intégration du peuple dans le système, préparant une nouvelle politique "d'amortisseur des chocs", rôle qu'a joué l'ancien parti "Synasmos" ⁽¹⁾ dans le passé.

4. **Aujourd'hui spécialement, certaines conclusions précieuses pour le peuple ne sauraient être oubliées:**

- **La négociation "difficile" a été depuis le début un champ de mines pour les intérêts populaires, tout comme elle a servi l'objectif du capital de rétablir sa rentabilité. La participation de la Grèce à l'UE et à la zone euro demeure le choix stratégique du capital grec et elle est caractérisée par des conditions inégales, qui existent objectivement dans de telles alliances impérialistes. Dans le cadre de ces alliances, l'État grec est obligé de faire des compromis avec les centres plus forts, comme l'Allemagne, rejetant les conséquences de ces relations inégales sur le dos des travailleurs.**
- **Ces développements constituent l'expression la plus claire de l'échec de la soi-disant "gauche renouvelée" ou "gauche gouvernementale", de la théorie que l'Union européenne pourrait modifier son caractère monopoliste et anti-populaire. Ils soulignent l'échec de la soi-disant ligne "anti-mémorandum" promouvant l'objectif social-démocrate bourgeois de la reconstruction de la production, sans changements radicaux au niveau de l'économie et du pouvoir.**
- **La ligne de combat du KKE et sa position solide et constante, rejetant la participation à de tels "gouvernements de gauche", qui sont en réalité des gouvernements bourgeois de gestion, ont été confirmées.**
- **Dans l'ensemble, les processus de recomposition du système politique bourgeois se sont accélérés après les développements récents. Que ce soit par le biais d'un remaniement et d'un possible élargissement de la base du gouvernement ou par le biais d'élections et la création de nouveaux partis et des "amortisseurs des chocs". En tout état de cause, l'offensive contre le KKE est le choix cohérent du système, pour que l'indignation du peuple ne converge pas avec la ligne de lutte anticapitaliste et antimonopoliste. Une nouvelle alliance anti-populaire de "bonne volonté" a été dressée contre le peuple afin de faire obstacle à tout esprit de ré-**

¹ Premier regroupement opportuniste autour des eurocommunistes, à l'origine de SYRIZA.

sistance et d'émancipation. Aujourd'hui, l'intensification de la répression de l'Etat et du patronat relève la tête féroce, tout comme augmente l'autoritarisme, afin d'empêcher l'organisation du mouvement ouvrier et de ses alliés et le développement de la lutte des classes.

5. Le fait que le départ d'un pays de la zone euro ait été posé pour la première fois avec une telle intensité et directement, est due à l'exacerbation des contradictions internes et à l'inégalité des économies de la zone euro, à la concurrence entre les anciens et les nouveaux centres impérialistes, qui sont apparus après la contre-révolution dans les pays socialistes. Ces problèmes se sont aiguisés dans le contexte de la prolongation de la crise économique en Grèce et ailleurs. Les tendances à la division se sont renforcées, soutenues par les forces politiques bourgeoises qui veulent une zone euro des pays ayant des économies plus fortes. C'est une tendance très forte en Allemagne, relayée par des forces dirigeantes au sein du FMI, pour leurs propres raisons et intérêts, qui conduit à l'exacerbation des contradictions à l'intérieur de la zone euro. Des contradictions inter-impérialistes se sont manifestées à l'intérieur de la zone euro, principalement entre l'Allemagne et la France, mais également entre les États-Unis et l'Allemagne et d'autres puissances impérialistes en ce qui concerne la question du maintien de la Grèce dans la zone euro. Les USA sont intervenus, souhaitant limiter l'hégémonie de l'Allemagne en Europe, sans pour le moment vouloir la dissolution de la zone euro.

Les contradictions et les développements dans la zone euro, dans l'UE dans son ensemble, n'ont pas été réglées par le compromis temporaire d'aujourd'hui et la ratification de l'accord entre la Grèce et la zone euro-FMI. La tendance reste forte, qui laisse la possibilité d'un grexit ouvert, pour restructurer la zone euro, avec l'approfondissement des mécanismes pour une politique économique unifiée, et aussi des règles plus strictes et des mécanismes de contrôle concernant le solde positif entre l'état des dépenses et des revenus. En tout cas, ce n'est pas par hasard que la France et l'Italie, qui ont résisté au choix de la sortie de la Grèce de la zone euro, sont des pays ayant des déficits élevés et des dettes et qui cherchent un assouplissement de l'application stricte des règles.

La confrontation sur la question de la dette est un résultat de ces contradictions. Le gouvernement, en accord avec le FMI et les USA, a élevé l'ajustement de la dette comme objectif ultime de la population, à tous prix et au détriment des intérêts du peuple. Dans le même temps, il demande un nouveau prêt de 86 milliards d'euros qui fera augmenter la dette. Il veut que le peuple accepte les mesures anti-populaires au nom d'un nouveau système de gestion de la dette, ce qui, à chaque fois que cela s'est produit dans le passé, s'est accompagné par des attaques contre les droits des travailleurs et des masses populaires. Le capital sera le seul bénéficiaire du financement sous la forme d'un nouveau prêt-dette ou via son extension.

6. Pour une réelle solution en faveur du peuple, il faut une véritable rupture, qui n'a aucun rapport avec la caricature de rupture invoquée par des forces à l'intérieur et à l'extérieur de SYRIZA qui promeuvent la Grèce capitaliste de la drachme comme le moyen de trouver une sortie. L'option de quitter l'euro et d'adopter une monnaie nationale, dans le cadre de la voie de développement capitaliste, est une option antipopulaire soutenue par d'importants secteurs de la classe bourgeoise en Allemagne, sur la base du "plan Schäuble", ainsi que dans d'autres Etats membres de la zone euro, et par d'autres forces réactionnaires. Aujourd'hui, des secteurs du capital dans notre pays sont séduits par ce choix, espérant de plus grands profits immédiats.

Ceux qui prétendent que la sortie de la Grèce de la zone euro, avec une dévaluation de la monnaie, imprimerait un élan à la compétitivité et à la croissance avec des conséquences positives pour le peuple sont engagés dans une supercherie délibérée. Quelle que soit la croissance capitaliste qui sera atteinte dans l'avenir, elle ne sera pas accompagnée par le recouvrement des salaires, pensions, droits et pour cette raison elle ne profitera pas aux masses populaires. Elle mènera à de nouveaux sacrifices du peuple sur l'autel de la compétitivité des monopoles.

La Grèce capitaliste avec une monnaie nationale ne constitue pas une rupture en faveur du peuple. Les forces politiques qui favorisent un tel objectif comme une solution ou comme un objectif intermédiaire à des changements radicaux (plate-forme de gauche de SYRIZA, ANTARSYA⁽²⁾, etc.) jouent objectivement le jeu de secteurs du capital.

Ce choix n'entraînera pas le niveau de vie relativement meilleur des années 1980 et 1990, comme certains le prétendent. Les lois de l'exploitation capitaliste, la concurrence monopoliste implacable "règnent". Les engagements auprès de l'UE et de l'OTAN vont serrer la "vis". Les lois barbares des prêts bénéficient véritablement sur tous les marchés monétaires, aux banques et aux fonds d'investissement tant dans l'actuelle alliance impérialiste que dans d'autres (comme BRICS). En tout état de cause, les politiques anti-populaires sont mises en œuvre tant dans les pays de l'euro que dans les pays capitalistes avec des monnaies nationales, dans des pays puissants comme la Chine, la Grande-Bretagne, la Russie comme des plus faibles, comme la Bulgarie et la Roumanie.

Les slogans au sujet de la prétendue dignité pour la "pauvre mais fière Grèce qui résiste aux puissants" visent à cacher la vérité à la population et à lui imposer le joug de la barbarie. Les gens ne peuvent pas se sentir fiers, quand les richesses qu'ils produisent sont volées et qu'ils sont ruinés afin de sauver le système capitaliste de la crise, dans l'euro comme en dehors.

² Formation trotskiste

C'est une chose que les gens choisissent eux-mêmes de quitter l'UE, consciemment et activement, en prenant entre leurs mains en même temps les clés de l'économie et le pouvoir, et une autre complètement différente, pour un pays de se retrouver en dehors de la zone euro, en raison des contradictions et de la concurrence des capitalistes. La première constitue une solution alternative en faveur de la population et chaque sacrifice en vaut la peine, la seconde mène à la faillite du peuple par un autre moyen.

7. La proposition politique du KKE — propriété sociale, désengagement de l'UE et l'OTAN, annulation unilatérale de la dette, avec le pouvoir des travailleurs et des masses populaires — s'adresse aux salariés et aux couches populaires, à la jeunesse et aux femmes des familles de la classe ouvrière et des couches populaires, aux pensionnés, parce que ces forces étaient et sont les véritables forces motrices de la société. La prospérité sociale peut être assurée sur la base de leur travail, sans chômage, sans faim, sans misère, sans exploitation. Ce qu'il faut, c'est qu'ils deviennent les protagonistes de l'évolution sociale et politique, qu'ils agissent pour leurs propres intérêts, pour leurs propres existences, avec le KKE contre le pouvoir de leurs exploités.

Rien n'a jamais été accordé par les exploités et leur Etat. Le pouvoir des travailleurs et des masses populaires ne sera pas octroyé par le système politique bourgeois ou par quelque parti " de gauche ", il doit être conquis. Le chemin pour un réel changement dans le rapport des forces en faveur de la majorité des travailleurs et des masses populaires, demande que le peuple se rassemble autour du KKE et que le KKE se renforce partout, surtout sur les lieux de travail et dans les quartiers populaires.

Le renforcement global du KKE et des forces s'unissant à lui est un préalable au regroupement du mouvement ouvrier et à la formation d'une solide alliance populaire, qui conduira les luttes concernant tous les problèmes du peuple, demandant des mesures d'aide immédiates, la récupération des pertes, avec une orientation stable de lutte contre les monopoles et le capitalisme.

Sa formation et son renforcement dès aujourd'hui peuvent aider au changement du rapport des forces négatif, au renforcement de l'organisation, de la combativité, de l'esprit militant de la classe ouvrière et des autres couches populaires contre le fatalisme et la soumission du peuple aux anciens et aux nouveaux gestionnaires de la barbarie capitaliste.

Le CC du KKE
13 Juillet 2015

Traduction de la version anglaise par Maurice Cukierman